**Madame Cécile DUMAS** Antibes, le 3 mars 2015

*Conseillère municipale d’Antibes*

**Monsieur Gérard PIEL**

*Conseiller régional Provence Alpes Côte d’Azur*

10 avenue Pasteur

06600 ANTIBES

**Monsieur Jean LEONETTI**

Député – Maire d’Antibes

Hôtel de ville

B.P. 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Objet : Habitat insalubre

Monsieur le Député – Maire,

Lors de la séance du Conseil municipal du 6 février 2015, l’annonce de « péril éminent » du bâtiment sis 510 route de Nice à Antibes a été inscrite dans le compte-rendu des décisions. Depuis ce conseil, nous avons été informés de l’insécurité des 516 et 522 route de Nice. C’est bien un immeuble qui doit être déclaré indigne à l’habitation et donc plusieurs personnes à reloger d’urgence.

Malheureusement, les conditions désastreuses du logement dans notre ville sont fréquentes et parfois passées sous silence par les élus en charge des dossiers.

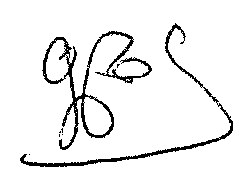
En effet, comment accepter qu’un marchand de sommeil continue à sévir à Juan les Pins, 5 rue Pierre Loti alors que la Ville fait un état de sur-occupation des lieux avec obligation de reloger les occupants le 07/09/2012 et que l’arrêté de fermeture des locaux est prononcé le 25/02/2013 ?

Comment accepter qu’un occupant de cet endroit se voit refuser la priorité Droit Au Logement Opposable (DALO) ?

Cette situation est insoutenable et nous vous demandons, par ce courrier, d’appliquer la loi au plus vite et donc de reloger toutes ces personnes dans un habitat digne et adapté à leurs revenus.

Vous remerciant par avance de l’attention que vous porterez à notre demande,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Député – Maire, en l’assurance de nos sentiments respectueux.





**Cécile DUMAS** **Gérard PIEL**

Copie à :

*Mme Marguerite BLAZY, vice-présidente de la CASA*

*M. Jacques GENTE, délégué aux Affaires sociales*

*M. Adolphe COLRAT, Préfet des Alpes-Maritimes*